

Ce Qu'il Faut Dire, Détruire, Développer...

A propos de CQFD, mensuel de critique et d'expérimentation sociales

Nicolas Arraitz, Julien Bordier, Mathieu Léonard et Gilles Lucas



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/variations/637>

DOI : [10.4000/variations.637](https://doi.org/10.4000/variations.637)

ISSN : 1968-3960

Éditeur

Les amis de Variations

Référence électronique

Nicolas Arraitz, Julien Bordier, Mathieu Léonard et Gilles Lucas, « Ce Qu'il Faut Dire, Détruire, Développer... », *Variations* [En ligne], 18 | 2013, mis en ligne le 31 mai 2013, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/variations/637> ; DOI : [10.4000/variations.637](https://doi.org/10.4000/variations.637)

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Les ami•e•s de Variations

Ce Qu'il Faut Dire, Détruire, Développer...

A propos de CQFD, mensuel de critique et d'expérimentation sociales

Nicolas Arraitz, Julien Bordier, Mathieu Léonard et Gilles Lucas

- 1 Le mensuel de « critique et d'expérimentation sociales » CQFD fêtait ses dix ans de publication en mai 2013¹. A l'occasion de cette livraison de *Variations* sur la prise de parole, certains des animateurs et contributeurs de ce journal atypique, qui se représente lui-même sous les traits d'un chien rouge à la laisse brisée et aux crocs en avant, nous livrent une réflexion sur leurs activités éditoriales. CQFD pour ce qu'il faut dire, détruire ou développer ?

Dix ans d'aboiements, de crocs acérés et de laisse brisée

Depuis dix ans, un Chien rouge aboie sur la Plaine, quartier populaire du centre de Marseille. Peut-on considérer les aboiements de ce Chien rouge comme un besoin profond de s'exprimer ?

Gilles Lucas : Le Chien rouge, c'est quoi ? Un logo ? La représentation graphique d'un état d'esprit : hargneux, mordant, agressif et aussi un peu couillon ? Cette entité à voix univoque n'existe pas. CQFD n'est pas un groupe, ni une bande, ni évidemment une organisation, pas même un rassemblement d'amis bien qu'au sein de ce petit agglomérat de gens il y a aussi des amitiés. Besoin profond de s'exprimer ? Difficile de répondre pour les autres. Il y a l'envie de prendre publiquement la parole et de rendre public un propos qui est omis, dissimulé ou dénigré dans la société tout en étant massivement présent. Il y va d'une espèce de naïveté et d'entêtement qui malgré la dureté des éléments continue à cogner de la tête. Il y a un acharnement vital. Il y a l'envie, le goût, le besoin de tenter de participer tout de suite aux affaires du monde, et d'une manière autre que celle proposée dans l'étroit cadre de la politique. Il y a une détestation de l'organisation de la société, et l'outil employé-là se propose de

contribuer à son effondrement. Il y a aussi l'intention de démontrer par notre présence – et celles de ceux que l'on rencontre, qui parlent et dont on parle – que les forces mortifères qui gèrent l'organisation sociale n'ont toujours pas gagné.

Mathieu Léonard : Difficile en effet de définir le besoin de s'exprimer. En tout cas, on ne peut pas dire que nous faisons une « profession » comme d'autres font une profession d'informer ou de penser. Cette activité n'aurait pas été possible sans un désir et une possibilité d'association, qui nécessite discussions et partage de points de vue, ce que nous offre le journal. Pas possible non plus, sans cette fibre de vouloir témoigner sur cette époque. Ce besoin de s'exprimer s'inscrit dans un sens qui répond aussi à un besoin de justice sociale.

Nicolas Arraitz : Fin 2003, Cyran et Panta sont venus me demander de tenir une chronique mexicaine dans ce nouveau canard, créé quelques mois auparavant. Je revenais à Marseille après quinze ans d'absence, et pouvoir s'exprimer publiquement, c'est pas donné tous les jours. J'ai dit oui, mais je leur ai livré des papiers sur mon vécu de Rmiste... J'ai donc intégré l'équipe petit à petit, comme collaborateur externe d'abord, puis comme membre du comité de rédaction. Je crois que cette situation – être invité à participer à un projet déjà lancé par d'autres –, te met dans un état d'esprit particulier : ça rend modeste, tu apportes quelque chose, mais les bases de l'édifice étaient là avant toi, il faut faire avec. Pour comprendre *CQFD*, il faut prendre en compte cette identité de départ, qui a évolué lentement au gré des sensibilités diverses venues s'y greffer en cours de route.

Vous avez emprunté à un hebdomadaire satirique allemand *Simplicissimus* (1896-1944) le chien rouge qui symbolise votre mensuel. Ce chien ressemblant fâcheusement au symbole du Tea Party, certaines lectrices et lecteurs peuvent être choqués par une image chargée de machisme et d'une agressivité gratuite ne correspondant pas à l'idée qu'on peut se faire d'une démarche éditoriale visant à l'émancipation. Qu'en pensez-vous ?

Mathieu Léonard : *Simplicissimus*, à sa fondation, était une revue antimilitariste, anticolonialiste, anticléricale et plutôt socialiste. Thomas Theodor Heine, celui qui dessina ce bouledogue rouge, dû s'exiler à l'arrivée des nazis. Ce chien symbolisait, à travers sa chaîne brisée, l'affranchissement de l'animal domestique. Ce n'est pas un chien dressé au combat, c'est un chien qui s'est libéré. Il se trouve que le bouledogue, qui dans les faits est plutôt un chien assez doux, est aussi repris comme symbole viriliste par les ultras et je-ne-sais-qui. Tant pis ! On ne va pas le piquer pour autant. Le choix de ce logo appartient aux fondateurs de *CQFD*, nous l'avons assumé depuis, comme lorsqu'on hérite d'un chien de famille, qu'on ne trouve pas spécialement beau, mais auquel on s'attache. Nous n'avons pas encore lissé toutes nos aspérités, même si on fait des efforts. Si, si...

Gilles Lucas : J'ai moi aussi plus que de la méfiance, défiance, hostilité, etc, à l'égard de ceux se revendiquant de la mouvance de l'autonomie organisée ou inorganisée, autant à propos de leur perspective politique que celle concernant leur idéologie de l'agressivité et des pratiques que cela engendre. À propos des affiliés à cette obédience politique, il nous est arrivé de les affubler du nom de « précieuses radicales ». *CQFD* est étranger au gauchisme programmatique, avant-gardiste et sectaire. En approchant, en se mêlant ou en soutenant des mouvements et autres actes de rébellion, on tente de ne pas les caricaturer, de ne pas les tordre pour les faire entrer dans un cadre.... Ce qui importe est que reste possible le débat, l'écoute et l'ouverture, le lien avec le concret, le mélange des gens, des vies et des expériences. Les effets magnétiques que produisent les

systèmes idéologiques partout présents rendent l'exercice complexe car ils offrent des simplifications et des confort de pensée et de réaction. Il est plus que probable que *CQFD* y cède parfois... Ce qui explique aussi, peut-être, que pour l'observateur ou le lecteur de *CQFD*, il soit difficile de se départir de cette tendance à lui apposer une étiquette : autonome ici, libertaire là, marxiste ailleurs... Rien de tout cela. Mais aussi, un peu de tout cela. On est de notre temps, y compris avec les choses moisies qui y traînent.

D'où vient donc *CQFD*, qui étaient ses premiers animateurs, sont-ils toujours de la partie ? Sur quelles bases, si l'on peut parler ainsi, se sont-ils motivés à lancer un projet aussi ambitieux qu'un mensuel papier ?

Gilles Lucas : Des quatre « fondateurs » du journal, il n'en reste aujourd'hui qu'un et demi... Détailler l'historique m'est impossible puisque je n'étais pas là au début. Mais, je peux faire quelques remarques sur le « d'où vient *CQFD* ? ». C'est-à-dire à quelle espèce de tradition et d'histoire il est, à mon sens, lié. Si ce n'était cette relation directe avec le titre précédent qu'était le Rire – et traitant des résistances face à la conscription – *CQFD* est dans la tradition des journaux d'agitation et de subversion qui court à travers quelques siècles (réactualisé par les conditions modernes d'oppression et donc de la critique sociale). Sa particularité est de ne proposer, autant qu'il est possible, aucune grille de lecture ou d'action, tout en affirmant sans détour être partie prenante « d'un camp dans la société ». Il ne se veut pas ouvertement l'expression d'un courant critique particulier (ce qui fait que justement il l'est). C'est probablement cela qui le met, hélas, dans la catégorie des journaux satiriques dont le propos est de tirer sur tout ce qui bouge et que je considère ressortir plutôt d'une activité de loisir. *CQFD* essaie de perpétuer l'objet des publications dont je parle plus haut : souffler sur les braises, tenter de répandre les incendies que fomentent les sans-pouvoirs contre ceux qui décident de tout. Le format presse qu'on a choisi entraîne pas mal de contrainte : une certaine brièveté, une dépendance difficile à rompre avec le flux tendu de l'actualité. De plus, la critique sociale sort difficilement d'une très longue époque où elle a été séquestrée par des abstractions et des programmes. On cherche, on expérimente aussi, on fait attention à ne pas retomber dans des poncifs (avec parfois de vrais échecs). Du point de vue de la recherche d'un type indépendant d'expression et de critique sociale, il y a par exemple dans le hip-hop des propos qui vont plus loin que nous, plus sérieusement et plus librement.

Mathieu Léonard : Tout comme Gilles, je ne peux pas vraiment témoigner de l'inspiration initiale, sinon qu'elle regroupait des gens qui avaient une démarche militante (lutte anti-expulsions, de soutien aux sans-papier, antimilitarisme, lutte de chômeurs, etc.) et des journalistes en rupture de ban (Olivier Cyran qui était parti de *Charlie-Hebdo*), d'autres personnes encore qui venaient de revues ou de l'édition. Je suis arrivé deux ans après la fondation, après une expérience comme maquettiste à *Politis* et des liens avec des maisons d'édition comme *L'Insomniaque*. On ne peut pas dire que la vie du journal a été un long fleuve tranquille pour faire court. Certaines hostilités se sont manifestées dans des cercles que l'on imaginait pas, mais le Chien rouge ne s'est jamais laissé faire ni tenté d'arrondir les angles. Il y a quelque chose de finalement assez peu compréhensible à cette longévité car rien ne nous a jamais été facilité. Mais au bout du compte, on se rend compte de la grande amitié que nous portent les lecteurs depuis dix ans.

Nicolas Arraitz : L'évolution du journal va vers un éloignement de plus en plus clair de l'héritage « presse satirique ». Je trouve ça plutôt bien, mais en même temps, je regrette une ambiance et des gens qui ne sont plus là et qui ne se prenaient pas au sérieux, qui avaient une vision de la vie sans doute moins strictement politique. Sans aimer le côté besogneux de la satire à la *Charlie-Hebdo*, j'ai souvent dit, après que Seb et Matéo nous aient fait rire autour de la table de la cuisine jusqu'à en avoir mal au bide que cette bonne humeur, cette capacité à l'auto-dérision et à l'humour surréaliste devrait inspirer le journal. Tentative notable sur ce terrain : notre incursion dans la nébuleuse de l'Internationale erroriste...

Les premières livraisons du journal tournaient essentiellement autour du chômage, de la critique du travail, de l'enfermement carcéral et des mutations de la cité phocéenne. Plus tard, il se présentait avec beaucoup d'humour comme « l'organe de l'internationale erroriste » comme Nicolas Arraitz le rappelle. Aujourd'hui, il s'affiche comme un « mensuel de critique et d'expérimentation sociale. »

Gilles Lucas : C'est vrai que le contenu du journal a pris quelques distances vis-à-vis de la critique du travail et de la « question » du chômage, sans pour autant que les gens qui composent l'équipe aient cessé d'être au chômage et se soient mis à apprécier le salariat, cette calamité universelle. Il ne s'agit pas d'un changement d'orientation éditoriale mais d'un glissement, pas vraiment contrôlé, vers d'autres sujets. Notre propos essaie d'aller voir du côté de ceux qui tentent d'autres manières de vivre, dans l'affrontement et dans la « construction », avec l'idée d'y dépister – désigner, révéler – des aspirations à l'émancipation.

Mathieu Léonard : C'est toujours un peu difficile d'avoir un recul objectif sur les changements réels ou subtils de la ligne du journal, quand on le fait tous les mois. Je crois que ce sont des nuances plus que des inflexions de fond. La critique du travail est toujours présente bien entendu, dans les choix de vie et d'expérimentation que l'on peut décrire et dont parle Gilles. Depuis la période où l'on publiait *Le Manifeste des chômeurs heureux*², où l'on prônait le *Volem rien foutre* avec nos amis Goxe et Carles, il y a eu des coups durs sur les lieux « alternatifs », les cabanes, il y a eu aussi le « Travailler plus » de Sarkozy, la stigmatisation continue des « assistés » et le chômage galopant de ces dernières années. Les techniques de survie, individuelles et collectives, s'avèrent sans doute plus ardues aujourd'hui qu'il y a dix ou vingt ans.

Nicolas Arraitz : L'expérimentation sociale, c'est un ajout important au terme trop restrictif de « critique sociale ». Par goût, nous n'avons pas envie de passer notre vie à vitupérer ce qui ne tourne pas rond, à documenter la misère et l'injustice, avec le risque de communiquer surtout du désespoir, et de nous transformer peu à peu en spectateurs aigris. Nous avons voulu nous faire l'écho d'expériences concrètes, de pratiques alternatives, d'étincelles de liberté, de joyeuses dissidences... Pour ça, il a fallu être parfois un peu volontaristes, aller chercher des sujets nouveaux, parce que le panorama actuel ne déborde pas forcément de créativité collective... Spécialement en France, où l'État écrase tout, veut tout contrôler, que ce soit l'espace public avec le bâton policier ou les esprits mêmes et le lien social avec la carotte empoisonnée des minimas sociaux et des subventions...

Une « carotte empoisonnée » qui questionne de fait la situation des chômeurs et chômeuses. Pour en revenir à cette ambition fondatrice du mensuel, faut-il rappeler que le

chômage touche aussi – et surtout – les femmes ? Comment la question du genre est-elle abordée dans le journal ? Fait-elle partie des préoccupations de la rédaction ?

Mathieu Léonard : La question du genre nous revient souvent associée à une suspicion de machisme. Il est notable, et sans doute déplorable, que notre maigre et fragile rédaction soit majoritairement masculine. Or, nous assumons tous les genres, surtout les mauvais. Ainsi, de même que certaines féministes jugent indispensables de s'organiser de façon non-mixtes, nous avons voulu faire une place à une rubrique sur ces problématiques spécifiques, qui a été inaugurée par Mademoiselle, puis est occupée en alternance par Casse-noisette et Queen Kong. Cela dit, nous ne voulons pas évacuer cette dimension dans le reste du journal. Récemment, une lectrice reprochait à une interview pour le coup très « féminine », réalisée par Anne-Leïla auprès de Souad Guenoun, une activiste marocaine, de ne pas aborder plus particulièrement la question des femmes – alors que dans les propos étaient soulignés la présence constante des femmes dans les rues. Il faut sans doute à l'avenir garder cette préoccupation et la marquer de façon plus volontariste.

Gilles Lucas : C'est vrai que nous abordons peu la question de genre. Et d'autant plus visiblement ces derniers temps où nous n'avons quasiment pas parlé de ces massives réactions contre le mariage gay, protestations odieuses réclamant l'interdiction d'une banale liberté (même si par ailleurs je n'ai aucune appétence particulière pour le mariage). En général, on se bat pour en conquérir de nouvelles... Dans nos colonnes, les rubriques Mademoiselle, Queen Kong et Casse-noisettes traitent de la question du genre. Si la domination des hommes sur les femmes, la stigmatisation de l'homosexualité sont, et pas uniquement dans les sociétés occidentales, à combattre, que faire contre ces lourdes évidences ? Bien sûr, les mouvements féministes ont été et restent importants, tout comme l'est la critique de la domination masculine. Mais aussi, partant de ce clivage entre hommes et femmes, il arrive que, parfois, cette question exerce à son tour un effet clivant au sein des relations et mouvements sociaux, générant des défiances et des affrontements plutôt que des recherches de complicités et de « communauté ». Mon point de vue est probablement différent de celui de mes collègues car je suis un de ceux qui n'a pas regretté la disparition de la rubrique « Hétéro Facho ». C'est sûr que le titre était provocateur et pouvait faire sourire, jusqu'au moment où il arrive qu'on l'entende asséner dans la rue, des rencontres ou des réunions entre des personnes qui pourraient sembler proches (peut-être à raison d'ailleurs. Mais qui le sait ?...). Entre la critique de la domination masculine et la systématisation d'une doxa, il y a d'un côté l'attention que l'on doit, d'une manière cohérente, porter sur les comportements masculins et de l'autre une tension créée par des devoir-être souvent fragiles et suspendus au risque d'être enfermé dans les catégories du genre. Ceci-dit, il est vrai que je parle en tant qu'homme, hétérosexuel, blanc de plus de cinquante ans...

Peut-on à proprement parler d'une « équipe de CQFD » ? De manière générale vos modes de fonctionnements s'inspirent-ils de la presse classique ?

Gilles Lucas : Pour le dire sans se masquer, il est très difficile de dire si dans « l'équipe de CQFD » il y a une perception commune de ce projet. Notre accord ressort d'une espèce d'indicible accord baigné d'une grande timidité/refus/inquiétude quant à formaliser des discussions, des orientations et des décisions. Malgré ou grâce à ce « fonctionnement », chaque mois nous arrivons à produire un journal qui contre toute apparence est loin d'être monolithique.

Mathieu Léonard : Je crois aussi qu'il y a des périodes où il est plus ou moins facile de communiquer. Ceci est vrai dans toute activité collective et tout collectif humain. En plus, nous ne sommes pas très nombreux sur la fabrication du journal, même si la somme de nos contributeurs extérieurs est au final assez imposante. Si on a pu ressentir quelques manques sur la vision collective du journal, dans toute sa complexité et sa diversité, le résultat auquel nous arrivons tous les mois n'est pas si incohérent. Quant à la façon dont on fonctionne, c'est somme toute assez commun, il y a une répartition des tâches comme dans tous les journaux et des compétences qui s'affinent au fur et à mesure dans la rédaction d'un article, la réalisation d'un dessin ou d'une carte, la discussion, la relecture (parfois laborieuse aussi), la correction, la mise en page, l'envoi des fichiers PDF, le contact avec l'imprimeur, la répartition de la distribution, la gestion des abonnements, la gestion du courrier et des factures, la mise en ligne, l'organisation de concerts, la communication...

Nicolas Arraitz : Notre horizontalité était tellement radicale qu'elle frisait parfois le laisser-aller... L'informel débouche souvent sur le bordel qui, à la longue, n'est plus forcément joyeux. Mais je ne peux pas en dire beaucoup plus, ne faisant plus partie du comité de rédaction.

L'internationale marseillaise

Au moment de sa création, dans quelle mesure *CQFD* s'inscrivait-il de manière spécifique dans le contexte social marseillais, sa vitalité et ses luttes ?

Gilles Lucas : Il y a sûrement un facteur « psychogéographique » plus ou moins déterminant au fait que *CQFD* soit fait depuis Marseille, même si beaucoup de contributeurs vivent dans d'autres villes. Marseille est, comme chacun sait, une ville encore largement non-inféodée aux règles de la modernité. Les attaques portées contre elle ne cessent de la démontrer, notamment au regard des grands projets et ambitions qui cherchent à la « civiliser ». C'est encore et toujours une ville instable, une espèce d'erreur dans le répertoire des villes européennes. Que des erroristes se mettent en tête de produire un mensuel tel que *CQFD* ressort d'une certaine évidence. Quant au fait de savoir si *CQFD* aurait pu exister si il n'était pas fait à Marseille, difficile de répondre, sinon que d'autres publications indépendantes et proches existent, comme *Article XI* à Paris, *La Brique* à Lille, *Le Postillon* à Grenoble, *La Lettre à Lulu* à Nantes, et j'en passe.

CQFD est toujours basé à Marseille, mais il semble que son équipe se soit élargie. Qui sont donc vos contributeurs, viennent-ils vers vous, allez-vous vers eux ?

Gilles Lucas : *CQFD* est le seul journal généraliste diffusé dans toute la France et réalisé à Marseille. Rien que ça. Très rares sont parmi nous des personnes issues de quelques formations du journalisme. Tout comme sont très rares, celles venant ou ayant une activité militante dans une quelconque organisation. Concernant les contributeurs, certains viennent vers nous et d'autres nous rejoignent après qu'on les ait sollicités. Ces rencontres et parfois ces participations résultent du hasard, du jeu avec le hasard et aussi de la détermination à s'ouvrir à d'autres regards, angles et territoires.

L'attache marseillaise reste toutefois bien visible dans le journal. Vous avez notamment développé une critique franche de « Marseille capitale de la culture 2013 », *CQFD* semblait être un des rares titres en kiosque à aborder cette question de manière polémique.

Gilles Lucas : Le journal est fait à Marseille et ceux qui le construisent, dans le sens maçonnerie du terme, vivent dans cette ville. Il arrive encore que *CQFD* soit regardé comme principalement un journal marseillais. À tort, bien que évidemment nous traitons souvent de situations, rencontres ou faits se passant là où nous vivons. Mais il est sûr que le fait d'être fabriqué à Marseille, confronté à ce principe qui désigne Paris comme centre du monde, nous désigne, avec une certaine condescendance, comme des Provinciaux. Le fait que la presse dite d'information nationale soit exclusivement réalisée depuis Paris implique rarement qu'elle soit désignée comme parisienne. Ce qu'elle est pourtant.

Nicolas Arraitz : ... Paris est magique.

Le Chien rouge montre en effet ses dents dans tout l'hexagone, que ce soit en kiosque ou dans certaines librairies. Pourriez-vous revenir sur l'histoire de la diffusion et de la distribution du journal ?

Gilles Lucas : Une des particularités du mensuel – il n'est pas le seul – est d'être distribué dans le réseau de presse, afin de tenter de rompre la confidentialité et l'enfermement que connaît souvent la critique « radicale ». Notre intention est de ne pas s'adresser à quelques publics particuliers (même si c'est en partie ce qui se passe), mais de donner aussi une chance au hasard de la découverte, pour des lecteurs très divers. En jouant la carte d'une diffusion et distribution presse, nous sommes contraints d'imprimer un grand nombre de journaux afin de pouvoir être mis en place dans le plus d'endroits possibles. Ensuite, les règles commerciales du diffuseur interviennent pour supprimer ou renforcer la présence de *CQFD* selon les ventes. Si un point de vente n'a pas vendu trois fois de suite *CQFD* (comme d'autres) il est supprimé... Nous avons longtemps travaillé avec Presstalis avec lequel chaque mois nous récupérions suffisamment d'argent pour produire le numéro suivant. Depuis quelques années, à vente égale, nous avons vu les retours d'argent se réduire, pertes résultant des nouvelles tarifications mises en place par Presstalis et provoqué par des successions de plans sociaux. Depuis janvier 2013, notre passage aux Messageries lyonnaises de presse a engendré un certain chaos du fait d'une nouvelle mise en place en grande partie à l'aveugle.

On remarque quelque chose de rare lorsque l'on regarde votre bulletin d'abonnement : *CQFD* est gratuit pour les détenu-e-s. Avez-vous du coup beaucoup de lecteurs en prison et des retours particuliers de ceux-ci ? Les détenu-e-s ont-ils des problèmes pour recevoir directement un journal qui ne prône pas vraiment le calme et l'apaisement ?

Gilles Lucas : Effectivement, il y a à *CQFD* un grand sentiment d'empathie, pour ne pas dire plus, à l'égard des personnes emprisonnées. Nous n'adhérons absolument pas aux délires des surenchères sécuritaires. Je n'ai pas le chiffre, mais un certain nombre de personnes emprisonnées reçoivent le journal. On a su il y a quelques années que l'arrivée du nouveau numéro dans une prison où un détenu était abonné était l'occasion d'une lecture collective suivie de commentaires et de discussions. Quand ce ne sont pas les prisonniers qui s'abonnent, ce peut être les familles qui s'adressent à nous pour abonner un proche. *CQFD* entre relativement bien dans les établissements pénitentiaires. Mais comme chacun sait, les directeurs d'établissement ont le pouvoir

régalien d'interdire ce qu'ils veulent à leur guise, malgré la loi qui prétend accorder à tous le droit à l'information...

Nicolas Arraitz : Il ne faut pas oublier non plus que la première époque du journal a été marquée par la présence d'une chronique carcérale mensuelle signée Jann-Marc Rouillan, qui était très attendue dedans et hors les murs.

A côté des témoignages et de la dénonciation nécessaires des conditions inhumaines d'incarcération dont *CQFD* s'est fait l'écho, ne pensez-vous pas qu'il serait souhaitable et utile de faire un bilan critique des modes d'intervention et d'utilisation de la violence portée par Action Directe au siècle dernier ? N'y a-t-il pas à votre niveau le danger de valoriser implicitement la violence portée par des figures du banditisme exerçant une fascination spectaculaire comme jadis Mesrine et Redoine Faïd aujourd'hui ?

Mathieu Léonard : La participation de Jann-Marc Rouillan à *CQFD* n'a jamais constitué une approbation vis-à-vis des méthodes ou de l'idéologie portées par Action directe. Sa chronique carcérale constituait un témoignage exceptionnel des conditions de détention des longues peines. Nous pouvons être fiers de les avoir publiées. Encore une fois, il ne faut pas se tromper sur la fonction de *CQFD* : nous ne sommes pas un organe de parti, nous n'avons pas à dire la Loi. C'est aussi une question de temporalité. Si la question de la lutte armée s'invitait à notre époque, nous aurions une réflexion sur le sujet qui serait sans doute très critique. Quant aux figures du banditisme que l'on est censé « valoriser » et son « danger » supposé... c'est un peu comme avec l'histoire du chien rouge. On peut décréter que le bouledogue est un chien agressif qui n'a pas lieu d'être socialement et se féliciter qu'on le maintienne au chenil. Notre point de vue est plutôt que toute créature enfermée a pour vocation de s'évader. C'est un réflexe naturel, il faut le noter. Pour autant, je n'ai pas l'impression que l'on se prête à une surenchère spectaculaire autour de ces figures et de leur « héroïsme » comme le fait le cinéma et le rap, par exemple.

Gilles Lucas : Matéo rappelle que les « Chroniques carcérales » de Rouillan étaient avant tout le témoignage d'un condamné à une longue peine et la description directe de la vie en prison. Cela ne signifiait pas un quelconque accord ou connivence avec les perspectives de la « lutte armée », représentante auto-proclamée d'un « sujet révolutionnaire ». En quoi y a-t-il besoin d'invoquer le prolétariat et diverses mythologies pour risquer de vivre une vie autre que celle qui est imposée ? Quant à tenter de refuser individuellement ou collectivement, le travail salarié et la soumission que cela exige, cela ne rôde pas seulement dans la tête de quelques allumés. C'est une idée partagée par grand nombre de salariés, chômeurs ou précaires. Il y a l'idée (et l'envie) d'une vengeance contre le tort qui leur est fait. Il y a de la vitalité, même fantasmée, dans la défiance vis-à-vis des règles et dans l'audace de ne pas les respecter. C'est le sentiment répandu dans la société d'avoir une vie gaspillée, de perdre ses années, de se trouver prisonnier de contingences qui provoquent parfois de la sympathie (ou de la reconnaissance) à l'égard de bandits « élégants ». Et cela malgré les tabassages médiatiques qui se sont toujours régalez de faits divers sordides. En faire un programme politique, l'exposer comme étant le nec plus ultra révolutionnaire et exemplaire est une réduction de ce qui peut animer ce choix. Quelques-uns de ces bandits « élégants » avec qui j'ai pu bavarder me parlaient surtout d'une exigence de cohérence entre ce qu'ils pensaient et ce qu'ils faisaient. Finalement quelque chose d'assez banal, et paradoxalement intègre, mais aussi pas très courant.

Ce n'est pas seulement un mensuel que vous animez. C'est également une maison d'édition aux publications éclectiques. Créer les éditions du Chien rouge relevait-il du besoin, du désir, de la folie, des trois à la fois ? Pouvez-vous évoquer rapidement les titres que vous avez publiés et où en sont ces projets éditoriaux aujourd'hui ?

Gilles Lucas : Les Editions du Chien rouge voulaient être un complément au mensuel, à sa relative superficialité, à son apparence de « légèreté ». Il y avait le projet d'ouvrir des arrières salles un peu plus générales, théoriques et historiques, avec une autre temporalité. Le premier titre que l'on a publié a été le *Manifeste des Chômeurs heureux*, évidemment. Puis, un recueil de textes pré-surréalistes, *L'instinct de mort* de Jacques Mesrine, des livres réalisés par des dessinateurs ou des chroniqueurs qui bossent avec nous, un livre sur Marseille et les insultes que subissent les habitants de cette ville, un ouvrage sur les importants mouvements sociaux qui se sont développés en Espagne quelques années avant la mort de Franco, etc. Il y avait dans ce projet l'intention de développer le débat, de dépasser l'immédiateté, de nourrir un courant de pensée critique qui se propose, sans dire ce qu'il faut faire, de partager et soutenir des actes et des mouvements qui s'activent de diverses manières à transformer l'organisation sociale. Dernier titre en date, que nous rééditons pour la seconde fois, *l'Abrégé du Capital*, texte écrit par un anarchiste, ennemi politique donc de Marx. Ce dernier l'a lu et apprécié, malgré le passif qu'il y avait entre eux. En quelque sorte un symbole idyllique de notre perspective...

Mathieu Léonard : La question des projets se pose à nouveau, c'est en discussion, mais peut aussi bien se pencher sur des titres rares et à redécouvrir, comme *l'Abrégé* qui date de 1878 par exemple, comme sur des productions contemporaines.

Dans la manière dont vous évoquez le « symbole idyllique de votre perspective » résonne la réflexion de Daniel Guérin, par exemple, à propos d'un communisme libertaire. Sans vouloir forcément identifier le journal, cela relève-t-il vraiment de l'idylle ou plutôt de la ligne éditoriale du journal ? Est-ce cela qu'il faut entendre dans le choix du titre du mensuel ?

Mathieu Léonard : Je pense que s'acharner à définir une ligne politique précise ne correspond pas aux personnalités in-organisables des animateurs du journal et donc de l'esprit réel de celui-ci. Cela ne me paraît pas indispensable de faire du *storytelling* idéologique. A chacun de nous lire et d'y piocher de quoi alimenter son sens critique. Notre champ d'expérimentation est suffisamment vaste pour ne pas vouloir le restreindre à un programme. En ce sens, la ligne éditoriale du journal, veut que nous-mêmes, nous nous inventions en cheminant.

Gilles Lucas : *CQFD* signifie « Ce qu'il faut détruire ». Le « il faut » m'a toujours semblé un peu ambigu, mais finalement secondaire dans la mesure où l'acronyme était évocateur. C'est sûr que *CQFD* n'a nullement l'intention de dire ce qu'il faut faire. Et j'espère que cela est clair dans le propos du journal. On a souvent décliné le « D » en développer, défaire, dire, etc. Le côté « détruire » a des échos mélangés de postures punk et anarchistes. Agiter le « mot » *détruire* en faisant un journal, en tentant de prendre publiquement la parole – et donc en pensant que l'on peut être lu – est quand même insuffisant... Avec nos moyens, on essaie d'être à hauteur humaine, qualitativement parlant. De ne pas verser dans le show radical, ni dans la négativité convenue. C'est cette bonne vieille exigence du « qui parle » et « d'où il parle » que l'on tente de ne pas perdre de vue.

CQFD, une autre Zone à Défendre

Vous avez publié récemment un appel à soutien³. La gamelle du Chien rouge serait vide. On peut y relever ce paradoxe intéressant : « l'affaiblissement temporaire des mobilisations sociales se traduit mécaniquement par une chute des ventes militantes ». Les luttes font donc vendre du papier ?

Gilles Lucas : On peut dire que les « mobilisations sociales » sont des moments où se délitent plus ou moins ces manières de vivre et de penser qui semblaient, jusqu'alors, être des évidences : le monde se ré-ouvre, l'on se ré-ouvre au monde, à l'histoire et à l'étendu des pertes. Ce genre de situations incite à la curiosité, à la nécessité du partage, au besoin d'informations et de confrontations de matériaux critiques. Pour le reste, dans ces moments de calme apparent – et il n'est qu'apparent –, *CQFD* oscille entre maintenir les braises et souffler dessus.

Mathieu Léonard : Oui, en plus c'est triste à dire, mais la période du Sarkozisme – qu'est qu'on le regrette ! – avait cristallisé une forte nécessité de luttes, de contestation et de mobilisation. On voit bien à ce moment-là, sans que ce soit la cause unique, une forme d'explosion de titres dans la presse indépendante. Pourra-t-elle survivre au Hollandisme ? A moins qu'on s'endorme tous, on essaie d'en faire le pari.

Nicolas Arraitz : Ça, c'est plutôt bon signe. Ça prouve que le lectorat de *CQFD* n'est pas passif, qu'il s'enthousiasme et se bouge quand il y a l'opportunité de le faire et que leur journal les accompagne dans ce genre d'aventures, devenant donc plus visible – rappelons-nous le mouvement anti-CPE, par exemple.

De manière générale comment pensez-vous la place de *CQFD* dans la situation que connaît aujourd'hui l'Hexagone ?

Gilles Lucas : Il y a très peu de journaux qui ont eu une longévité telle que la nôtre sans être appuyés par la publicité, être adossé à une organisation politique, ou ayant joué d'entregent avec les milieux étatiques et para-étatiques. Notre audience est très faible comparée à notre « renommée ». Le titre est connu et reconnu. Trop sérieux pour certains, trop satirique pour d'autres. Trop radical ou pas assez. Trop libertaire ou pas assez, etc... D'évidence, *CQFD* devrait être lu par plusieurs dizaines de milliers de lecteurs. Je ne parle du contenu, mais de l'esprit. Ces sentiments (et ressentiments) d'injustice, cette colère contre les mensonges des puissants, cet accablement devant sa propre impuissance face à la violence des conditions de vie et à l'isolement, sont omniprésents dans la société. Tout cela est très peu public et mis en commun, tout en étant partagé entre potes. Quant à la place qu'a *CQFD* dans l'hexagone, le fait est que nous ne sommes pas une simple curiosité. Nous sommes, dans la société, une « erreur » qui ne se plie pas au code de la pensée et de la prise de parole publique avec « ambition de masse ». Une erreur comme le sont plus généralement nos lecteurs. D'où l'expression « erroriste »...

Nicolas Arraitz : Pour être franc, il y a des jours où je me demande : notre époque a-t-elle besoin de ce genre de journal ? N'est-on pas à côté de la plaque ? La stagnation des chiffres de vente laisse penser que oui. Je crois qu'on devrait sortir un peu plus du carcan de la presse strictement politique et explorer des territoires et des modes de prise de parole qui nous rapprocheraient de la rue, qui nous rendraient plus « populaires », moins prévisibles, plus facile d'accès, plus subversifs...

On ressent également dans cet appel un attachement farouche au papier, malgré les difficultés la diffusion en kiosque.

Gilles Lucas : Nous sommes des traditionalistes. Où même pour employer le mot de Günther Anders, des traditionalistes de l'antitraditionalisme. Bien sûr, il y a notre déplaisir radical à la virtualisation en général, des objets, des émotions et des relations. Sans parler de notre défiance tout aussi radicale vis-à-vis des technologies. Mais là aussi, la forme papier contient cette idée qu'un journal tel que *CQFD* a une histoire et poursuit un combat dans un monde où tout change sans que rien ne change fondamentalement : la colère et l'insatisfaction tout en changeant de forme et d'expression restent les mêmes, et cette vitalité cherche sans cesse d'autres moyens pour contourner les obstacles mis sur leurs chemins.

Mathieu Léonard : Oui, il y a ce côté puriste, comme certains passionnés avec le vinyle contre le CD et le MP3. Mais concrètement, par exemple, comment distribuer le journal en manif, s'il n'est que numérique, comment rencontrer les gens ? L'attachement à l'objet papier n'est pas du fétichisme, c'est penser qu'un journal peut encore être un lien organique entre les personnes – le parcours de la fabrication à la distribution où le journal passe entre plusieurs mains invisibles en est un des exemples – plus que les octets qui atomisent les individus.

Nicolas Arraitz : ¡ *Muy de acuerdo con mi amigo Matéo !* Le livre, le journal papier, c'est important, ça sent la sueur de ceux et celles qui le font, ça sert de lien, ça traîne sur un siège de métro ou dans des toilettes, ça garde l'auréole de la tasse de café et du débat qu'un article aura provoqué de bon matin entre copains, entre amants, entre père et fille... C'est vital, c'est charnel, c'est une indispensable résistance à la spirale déprimante de l'incommunication virtuelle.

Manifestement vous avez un désir profond de continuer l'aventure. Vous semblez pourtant dire que cela va envers et contre tout.

Gilles Lucas : Envers et contre tout, c'est aussi, plus métaphysiquement, le principe même du vivant. Grâce à cet appel lancé depuis début février, ce Chien rouge pense, par exemple, pouvoir reprendre la route à la rencontre de ses lecteurs, parcourir des territoires pour y appuyer avec ses petits moyens toutes sortes de rebelles, filer un coup de main à des contributeurs, publier d'autres bouquins dont on n'a pas encore défini ni le titre, ni la destination.

Mathieu Léonard : La forme peut évoluer, mais l'envie de prolonger cette activité, d'aller au devant de nouvelles rencontres, de nouveaux projets, nous colle aux basques de façon persistante. Cette persistance peut sembler quelque peu inconsiderée compte tenu des bénéfiques, personnels et collectifs, qu'on en tire – ce qui serait le seul critère de viabilité si on en croit les prêtres de l'époque –, peut-être qu'on ne sait rien faire d'autre. Donc nous sommes forcés d'admettre que tout continue...

NOTES

1. CQFD est disponible en kiosque tous les quinze du mois. Ses archives sont en ligne sur <http://www.cqfd-journal.org>
 2. Ré-édition disponible : Collectif, *Manifeste des chômeurs heureux*, 2013, Libertalia, 72 p.
 3. <http://www.cqfd-journal.org/CQFD-dix-ans-toutes-ses-dents-mais>
-

AUTEURS

NICOLAS ARRAITZ

Pour CQFD

JULIEN BORDIER

Pour Variations

MATHIEU LÉONARD

Pour CQFD

GILLES LUCAS

Pour CQFD